

CRIME

Collectif recherchant des idées pour le mouvement étudiant

Crime - brochure n°1 - mars 2006 - crime-sorbonne@laposte.net

Le projet du CRIME part du désir de profiter de l'émulation que provoque le mouvement contre le contrat première embauche pour réfléchir sur divers sujets qu'il aurait été plus difficile d'aborder dans un autre contexte. Nous vous proposons donc ces quelques prises de position et documents qui ne sont en aucun cas des tracts. Notre objectif est de produire des savoirs utilisables par le mouvement étudiant. Le CRIME est né dans le cadre de l'AG de la Sorbonne. Cependant, il a vocation à s'élargir et à accueillir toutes les personnes motivées par le projet.

SOMMAIRE

Réflexions pour détruire le lien entre travail et rémunération.....	1
Bataille entre sexe et travail.....	2
Démocratie et CPE.....	3
Les mouvements étudiants de 1986.....	6
Uruguay 1968-1973 : violence et mouvement social.....	7

Les auteurs du crime :

Adrien, Alix, Camille, Guillaume, Léo, Marie, Raphaël, Samuel.

Lieu du crime :

<http://espacedebat.free.fr>

Réflexions pour détruire le lien entre travail et rémunération

Le mot « travail » vient de « trepalium » qui était un instrument de torture ! En 1939, le Larousse nous dit que travailler c'est la « peine que l'on prend pour faire une chose ». En 1989, c'est devenu « l'activité déployée à faire quelque chose ». L'évolution de la définition révèle un changement du rapport au travail, nous avons oublié qu'il fut une peine, et celui-ci est aujourd'hui bien plus valorisé, au point d'être presque considéré comme la seule source de revenu légitime. Mais cette représentation du travail ne va pas de soit ni dans l'histoire ni dans le monde. On pourrait très bien imaginer que le revenu soit déconnecté du travail. Cela pourrait se faire sans forcément révolutionner tous nos modes de fonctionnement grâce à l'idée du revenu universel : un revenu individuel, inaliénable, égal. Un revenu qui serait un droit, sans condition de revenu, de pointage, de famille. Chacun peut faire le choix de se contenter de ce revenu ou bien, sans le perdre, de cumuler le revenu d'un travail. Mais ce dispositif ne peut fonctionner que si une majorité de gens travaillent pour payer des impôts.... Aïe !

Comment donc s'assurer qu'il y ait une majorité de travailleurs ? L'oisiveté n'est pourtant pas très attrayante et beaucoup préféreront travailler à la condition que leur travail soit intéressant, épanouissant et diversifié et fait dans des conditions correctes. Mais il existe certains travaux que personne ne voudra faire s'il n'en a pas besoin pour vivre dignement. Or, certains de ces travaux sont indispensables, au moins en partie, en particulier dans la production de bien de consommation courante.

Et là une idée : ces travaux pourraient être fait par les étudiants (toutes sortes d'étudiants, de la philo en fac aux BTS en passant par les écoles de toutes sortes) en alternance avec leurs études ! Ainsi, plus personne ne sera condamné à accomplir un travail rébarbatif toute sa vie. Ces travaux seront accomplis par ceux-là même qui occuperont les postes les plus prestigieux plus

tard. Ces travaux mal-aimés mais pourtant indispensables perdront leur statut de « travail » pour devenir une sorte de service civil imposé à ceux qui souhaitent obtenir des diplômes. Le revenu universel, qui devient alors possible, permettra à ceux qui le souhaitent d'exercer des activités bénévoles que personne n'est prêt à rémunérer à plein temps. Les diverses associations pourront se développer, créant par là même plus de lien social. Celui qui pour une raison ou pour une autre se retrouve en marge de la société et refuse d'entrer dans les structures d'insertion ne sera plus condamné à mourir ou à survivre de la charité. Enfin, c'en sera fini de la crainte de se retrouver à la rue, perdre son emploi, ne pas arriver à joindre les deux bouts. Chercher un emploi ne sera plus une nécessité vitale.

L'humain pourra enfin faire des choix de vie plutôt que de se décider sous la contrainte.

Bataille entre sexe et travail

Ce que nous appelons humain est nécessairement un monde du travail, c'est-à-dire de la réduction. Mais le travail a un autre sens que la peine, que le chevalet de torture que l'étymologie l'accuse d'être. Le travail est aussi la voie de la conscience, par laquelle l'homme est sorti de l'animalité. C'est par le travail que la conscience claire et distincte des objets nous fut donnée, et la science est toujours demeurée la compagne des techniques.

L'exubérance sexuelle, au contraire, nous éloigne de la conscience : elle atténue en nous la faculté de discernement ; d'ailleurs, une sexualité librement débordante diminue l'aptitude au travail et la vie sexuelle, de même qu'un travail soutenu diminue la faim sexuelle. Il y a donc entre la conscience, étroitement liée au travail et la vie sexuelle, une incompatibilité dont la rigueur ne saurait être niée. Dans la mesure où l'homme s'est défini par le travail et la conscience, il dut non seulement modérer, mais méconnaître et parfois maudire en lui-même l'excès sexuel.

En un sens, cette méconnaissance a détourné l'homme, sinon de la conscience des objets, du moins de la conscience de soi. Elle l'a engagé en même temps dans la connaissance du monde et dans l'ignorance de soi.

Georges Bataille, L'érotisme, 1957

Démocratie et CPE

Depuis le début du mouvement étudiant contre le CPE, les accusations d'anti-démocratie pleuvent de toutes parts. Les assemblées générales organisées dans les universités sont, pour beaucoup, non représentatives ; tandis que celles-ci considèrent que le gouvernement ne respecte pas la voix du peuple qui se fait entendre dans la rue. De la même façon, chacun des deux camps doit se draper des oripeaux d'une démocratie fuyante et qui ne mérite pas son nom : à force d'être utilisé, ce mot, si beau jadis, ne veut plus rien dire. Par ailleurs, avec la globalisation, se multiplient des lieux de pouvoir non contrôlés démocratiquement (multinationales, Organisation mondiale du commerce, société civile internationale, etc.). Comment les peuples pourraient-ils prétendre les régenter quand ils restent enfermés, comme aujourd'hui en France, dans des logiques nationales d'opposition au gouvernement ? Peut-être serait-il temps de se débarrasser de la démocratie. En effet, d'une part, le peuple qui agit en son nom semble être illégitime (que ce soit le gouvernement ou les AG d'étudiants) ; d'autre part, il n'existe pas un pouvoir que ce peuple introuvable pourrait contrôler. Nous n'avons ni peuple ni pouvoir, pourtant la démocratie est sur toutes les lèvres. Si le mot nous tient à cœur, à tout le moins, nous devons la transformer radicalement. Notre mouvement est-il sur cette voie ? Ses AG sont-elles plus légitimes que les décisions du gouvernement, ou celles des recteurs d'université de faire voter les étudiants à bulletin secret sur les blocages ? Peut-être que notre génération doit inventer une nouvelle forme d'organisation sociale, dans laquelle une certaine avant-garde éclairée pourrait légitimement imposer ses décisions, par le simple fait qu'elle a réfléchi et s'est positionnée sur des problèmes ignorés par la majorité. Ainsi, dans ce schéma, la minorité réfléchie serait légitime car elle s'intéresse à la vie de la cité, elle agit par et pour l'autre. Avant d'interro-

ger la pertinence de cette légitimité éclairée, nous analyserons les défaillances du système démocratique occidental à travers l'exemple de l'adoption du CPE par le gouvernement.

La « démocratie » gouvernementale

Dominique de Villepin a conçu le CPE seul contre tous, persuadé avec orgueil que l'absence de débat à l'Assemblée nationale (par l'utilisation de l'article 49 al. 3 pour l'adoption du texte), et la non consultation des partenaires sociaux pour son élaboration, lui confèreraient un charisme de type gaulle ou napoléonien, ce dont rêve Galouzeau, comme chacun sait. Notre premier ministre a ainsi violé la démocratie représentative traditionnelle et la démocratie participative postmoderne, qui s'impose depuis quelques années avec la force de l'évidence, sans que personne n'y trouve rien à redire, alors même qu'elle délègue un pouvoir normatif à des partenaires sociaux qui ne représentent qu'eux mêmes, non l'intérêt général. Ces deux formes de réglementation démocratique du pouvoir sont-elles dépassables ? Pour le savoir, il convient de comprendre quelle est la stratégie électorale d'un gouvernement, tant sur le plan de la forme (la politique marketing), que du fond (la stratégie de l'Etat néolibéral).

La stratégie gouvernementale de M. de Villepin est le spectacle de l'action. Pour satisfaire l'électorat, il doit lui donner des gages médiatiques de bougisme. De la même façon qu'un consommateur achète une paire de baskets Nike parce que sa valeur symbolique, créée par les publicitaires, lui donne l'illusion de jouir d'un objet mythique ; l'électeur-consommateur doit avoir le sentiment, en votant, de participer à l'action spectaculaire du gouvernement, donc d'agir réellement. Ce n'est là que simulacre de démocratie. Ainsi, la classe politique crée des problèmes qu'elle semble résoudre par la suite. Sous le ministère de M. Raffarin, le chômage ne dérangeait aucun journaliste.

Arriva Galouzeau qui se sentit dans l'obligation, vu son rôle historique, de régler un problème social : le chômage fit l'affaire et deux lois arrivèrent. CNE et CPE ne répondent, en premier lieu, qu'à une logique marketing de séduction publicitaire des électeurs-consommateurs en vue de 2007. Cette stratégie s'explique aisément par le fossé grandissant entre les lieux d'exercice des pouvoirs, de plus en plus globalisés et invisibles ; et le cadre toujours national de l'élection des titulaires des postes politiques.

Sur le fond, la stratégie de M. de Villepin est néolibérale en ce sens qu'il croit conserver pour les Français un minimum de bien-être social face aux pressions du capital transnational. En effet, celui-ci met en concurrence les Etats les uns contre les autres en les poussant à limiter les contrôles de ses abus ; et ceux-ci suivent docilement la logique du capital en détruisant droit du travail et pression fiscale dans l'unique but d'attirer des investisseurs qui, on l'espère, créeront des emplois. « L'Etat néolibéral est l'Etat concurrentiel, l'Etat marché, la configuration étatique dans laquelle la politique suit la logique du capital. (...) Il s'agit d'un modèle emblématique d'autodémantèlement actif du pouvoir, de la politique et de la démocratie qui étaient le propre de l'Etat national. » (Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, 2003). Le problème est que cela se fait au détriment des travailleurs, dont les droits et garanties sont régulièrement remis en cause, le CPE n'étant qu'un élément parmi d'autres d'une vaste entreprise de néolibéralisation de l'Etat français. Il n'y a plus qu'à compter ces victimes du capital transnational comme autant d'expressions du « coût humain de la globalisation », selon le cri de désespoir de Zygmunt Bauman. Est-ce à dire que nous n'avons aucune raison de nous révolter contre un M. de Villepin qui serait victime, lui aussi, de la globalisation ? Non, bien évidemment, l'Etat – les Etats, en fait – devrait opter pour des stratégies de repolitisation de l'économie globale et de cosmopolitisation d'un pouvoir que les peuples

devraient contrôler démocratiquement. Bref, la démocratie doit être radicalement transformée en ce sens que nous devons nous saisir de ces enjeux globaux, et non seulement lutter contre un gouvernement, même si cela est nécessaire. Le fossé entre les lieux d'exercice du pouvoir et de la démocratie ne peut être comblé que par nous. Ne laissons pas la vieille garde politique nous expliquer un monde dont elle ne voit pas la misère et la précarité, un monde profondément inégalitaire qu'elle a contribué à créer mais qu'elle ne souhaite pas changer car elle y perdrait son confort. Notre mouvement pose-t-il les prémices d'une telle reprise en mains ?

La démocratie dans le mouvement étudiant

Il est évident que notre mouvement réinvente des formes d'expression politique, pourtant il paraît ne pas poser certaines questions essentielles (notamment, le problème de la repolitisation de l'économie globale), et semble anti-démocratique pour beaucoup.

Les AG se proclament souveraines, leurs décisions sont liantes, même pour les étudiants n'y participant pas. Un blocage de fac décidé en AG sera obligatoire pour tout le monde. Cette démocratie n'est qu'apparente car les AG ne sont pas représentatives de tous les étudiants d'une université. Il n'est qu'à entendre certains membres de la majorité silencieuse se révolter en privé contre les « gauchistes de l'UNEF » pour savoir que nous ne sommes pas aimés par nombre de gens ne soutenant pas notre cause, et n'ayant pour seul but que de suivre leurs cours et d'obtenir un diplôme qui leur permettra de trouver un emploi. Ce comportement est-il condamnable ? Oui et non. Non, parce qu'il est parfaitement légitime de vouloir vivre dans la dignité en occupant un emploi correctement payé (et en CDI !) que l'on aura trouvé grâce à un diplôme universitaire ayant une valeur sur le marché du travail (sous-entendu, dont le contenu n'aura pas été mis à mal par des criailleries gauchistes estu-

diantines). Mais cette attitude semble condamnable par son égoïsme. Ainsi entend-on certains justifier leur indifférence en disant qu'ils ne sont pas concernés par le CPE. La démocratie est exigeante, elle demande à l'individu d'oublier ses intérêts, de vivre par et pour l'autre, ce que nous faisons en luttant contre le CPE, mesure qui touchera bien plus de non-diplômés que des étudiants. Malheureusement, cela ne suffit pas à conférer à nos AG une légitimité démocratique. Alors, soit nous affirmons être une avant-garde éclairée, personne ne pouvant contester notre pouvoir car nous sommes les seuls à avoir réfléchi à la question du CPE ; soit nous affirmons être démocratiques, et cela nous demandera bien plus de travail. Ainsi, contre une position totalitaire, nous devons prouver à la majorité silencieuse que son égoïsme est condamnable tout en prenant en compte son désir d'étudier. Nous sommes sur le fil du rasoir. D'autant plus que se profile à l'horizon la figure menaçante des référendums à bulletin secret sur la reprise des enseignements. Les bloquer *manu militari*, comme cela a été proposé, est une solution digne d'un minable petit dictateur. Il nous faut plutôt renforcer la légitimité du mouvement dans son ensemble (non seulement des AG) en montrant qu'il peut réfléchir démocratiquement (non seulement sur le CPE) grâce à un cadre de débat créé par les étudiants, et non par les élites politiques qui daigneraient nous inviter à discuter.

La démocratie se mérite, elle doit être prise en mains par ses acteurs, nous, en évitant de sombrer dans un totalitarisme intellectuel rétif à toute option contraire. Si certains ne veulent y participer, ils ne méritent pas la démocratie. S'ils préfèrent leur confort à l'engagement, leur petite société à la grande, ce sont les luttes de nos aînés pour notre liberté qui n'auront servi à rien. A l'inverse, si nous sombrons dans des luttes d'appareil entre divers syndicats étudiants, rien ne sera plus légitime que les référendums à bulletin secret. Cela exige de nous de grands efforts. Crier contre le CPE ne suffit pas.

Il nous faut comprendre les enjeux qui le sous-tendent, élaborer des idéologies pour les contrer.

Il y a une curieuse identité entre les émeutes dans les banlieues en novembre 2005 et le mouvement étudiant de février-mars 2006. Dans les deux cas, l'élément déclencheur (la mort de deux jeunes ou le CPE) semble n'être que le prétexte de l'expression d'un mal bien plus profond. Dans le premier cas, il s'agit probablement de l'indifférence de l'Etat à l'égard des banlieues, des discriminations dont elles sont victimes. Dans le second, est pointée une indifférence générale à l'égard de la jeunesse. La crise de la représentativité démocratique n'en devient que plus flagrante. Ainsi, le pouvoir institutionnel dit démocratique est contesté par la jeunesse, toutes classes sociales confondues. Cette collusion d'intérêts, ne serait-ce qu'en raison d'un ennemi commun, doit nous permettre de réinventer notre démocratie. Les espaces de débats que nous créons, les idéologies que nous commençons à exprimer doivent être la base d'une reconstruction du monde.

Le monde ? Evidemment. Nous ne pouvons poser le problème uniquement en termes nationaux, c'est désormais au niveau européen ou global que les questions de repolitisation de l'économie doivent se régler. Le repli autarcique sur une défense nationale des acquis sociaux ou la perspective d'une grève générale en France qui déboucherait, comme l'espèrent certains, sur une révolution, ne sauraient satisfaire car si nous sauvons les droits des travailleurs français, cela se fera au détriment des Ivoiriens ou des Néerlandais. La cosmopolitisation de la démocratie est exigeante, elle ne naîtra que par une lutte débarrassée de l'égoïsme national, et non seulement dirigée contre notre gouvernement.

Le mouvement étudiant de 1986

En mai 1983, dans la foulée des grandes réformes du gouvernement Mauroy, le ministre de l'éducation nationale Alain Savary abolit la sélection à l'entrée des universités. Cette décision entraînera une contestation très violente des mouvements d'extrême droite qui n'aboutira à rien.

En mars 1986, la droite revient au pouvoir. Le ministre de l'Education nationale René Monory charge son ministre délégué à la recherche et à l'Enseignement supérieur, Alain Devaquet, de réformer la loi Savary sur les universités. Le contexte est à la revanche contre « l'esprit de 1968 » dominant jusque là dans les universités. Le « projet Devaquet » sorti en juillet est perçu par l'opinion comme un moyen de rétablir une certaine sélection à l'entrée des universités. Il consiste principalement en trois points :

- plus grande liberté accordée aux universités de choisir leurs étudiants
- allègement du cadre national des diplômes
- définition d'une fourchette nationale pour moduler les droits d'inscriptions.

La gauche est abattue par sa défaite aux législatives et le courant chevènementiste est plutôt favorable à la réforme Devaquet. Au moment de la rentrée universitaire les syndicats étudiants, notamment les deux UNEF, sont accaparés par des histoires internes et s'activent mollement contre ce projet. Fin octobre début novembre, les facs de Dijon, Grenoble et Paris 13 Villette commencent à apparaître dans les médias) commencent à bouger. L'UNEF-ID (syndicat en pleine mutation : grosso modo des trotskistes vers les socialistes) décide de transformer ses Etats généraux en « Etats généraux de la mobilisation étudiante contre le projet Devaquet ». Celui-ci organisé les 21-22 novembre dans l'amphi Richelieu de la Sorbonne est un succès avec des délégations de toute la France. Le médias se saisissent de la contestation. Nous sommes dans un con-

texte où Chirac se présente comme un admirateur de Thatcher et multiplie les lois en réaction au passage de la gauche au pouvoir. C'est la droite libérale pure et dure qui gouverne.

Le mouvement se massifie rapidement, les facs sont bloquées, les actions se multiplient un peu partout et, nouveauté, les lycées entrent massivement dans la grève. Il n'existe pas d'unité avec les syndicats professionnels et les travailleurs en général. C'est un problème spécifiquement étudiant. Le 4 décembre a lieu une grande manifestation nationale. Une soirée festive prévue à côté de l'Assemblée nationale dégénère en bataille rangée avec des forces de l'ordre particulièrement violentes. Le gouvernement réaffirme qu'il ne cèdera pas face à la radicalisation. Le mouvement commence à s'essouffler. Le 6 décembre, Malik Oussekin, étudiant en immobilier pas vraiment mobilisé est blessé par les « voltigeurs » de Pasqua (policiers chargeant à moto !) dans le quartier latin. Souffrant d'insuffisance rénale, Malik doit être dialysé régulièrement. Il perd connaissance et décède rapidement. Cela suscite une immense émotion. Devaquet doit démissionner le 8 décembre et Chirac retire le projet de loi le même jour alors que rien ne laisser présager qu'il allait céder auparavant. Le 10 décembre, 400 000 personnes assistent à Paris à l'enterrement de Malik Oussekin au Père-Lachaise. Une coordination nationale réunie à Jussieu marque la dissolution du mouvement malgré le désir de certains d'orienter la mobilisation vers d'autres sujets.

Le mouvement a donc végété pendant un mois environ, avant de devenir subitement national après le 22 novembre. La mobilisation a duré ensuite pendant 2 semaines, commençant à devenir violente vers la fin. Une seule grande manifestation le 4 décembre : entre 200 000 et 1 million de personnes. Une fin rapide conséquence d'une bavure policière. Faudra-t-il un mort pour que Villepin retire le CPE ?

Uruguay 1968-1973 : violence et mouvement social

La « violence » en marge de certaines actions contre le CPE interroge la majorité du mouvement. Afin d'enrichir le débat, nous nous sommes demandés ce qu'il en était de la violence dans d'autres mouvements sociaux dans le monde. Dans cette optique, nous avons recueilli les témoignages de deux anciens étudiants en Uruguay ayant appartenu au mouvement contestataire particulièrement important qui a touché l'Amérique du sud au début des années 70. Réfugiés politiques, tous deux préférèrent rester anonymes, ils nous ont fait part de leur expérience avant de nous donner leur point de vue sur notre mouvement, l'ensemble étant plus précisément axé sur le thème de la violence.

Récit du mouvement uruguayen

Les deux personnes que nous avons interrogées, une femme et un homme, ont été en 1968 et dans les années suivantes militants étudiants et membres de diverses organisations comme les Tupamaros (guérilla urbaine) ou le PVP (Parti pour la victoire du peuple). L'homme a également fui en Argentine et au Chili. Toutes nos informations proviennent de ces deux témoignages.

L'Uruguay à la fin des années 60 et au début des années 70 connaît petit à petit un coup d'état institutionnel avec une augmentation du pouvoir de l'armée appuyée par les Etats-Unis conduisant en 1973 à l'installation d'une junte militaire.

Le mouvement social est à l'origine composé, au nord du pays, par des travailleurs agricoles de canne à sucre organisant régulièrement des marches revendicatives vers la capitale. A ces derniers se joignent des étudiants mobilisés pour défendre des principes et des valeurs face à la montée de l'autoritarisme et pour remettre en cause le système dans sa globalité. La mobilisation

est appuyée par certains dirigeants du parti socialiste et des syndicats, ce qui lui donne une assise sociale. Le but de leur action, inspirée de la révolution cubaine, est l'accès au pouvoir. Pour cela le mouvement est marqué par une idéologie ayant comme conception théorique que seul le mouvement armé permet cette prise du pouvoir.

A l'origine, leurs modes d'action se limitent essentiellement à des entreprises telles que des braquages de supermarchés accompagnés de redistributions des vivres à la partie la plus pauvre de la population. Puis, ils ont voulu montrer, selon certains sous l'influence soviétique, qu'ils étaient capables d'occuper des villes. La répression s'est alors durcie, faisant des morts. Suite à cette radicalisation du mouvement, la réaction du gouvernement a été de procéder à des arrestations et des tortures. C'est cette accélération de la répression qui conduit, à partir de 1972, à la fin du mouvement.

Sur la violence...

Nous avons ensuite interrogé ces deux personnes sur la violence dans les mouvements sociaux, celui qu'ils ont vécu et le nôtre. Pour la femme, le thème de la violence n'est pas un bon angle d'approche et ce mot est trop fort pour désigner des actes comme manifester ou casser une boutique, et inadapté dans le cadre d'un mouvement social car il ne s'agit pas d'une organisation et de deux groupes organisés qui s'affrontent. Selon elle, ce terme est donc excessif et le sujet secondaire, il ne s'agit pas de violence mais d'une réaction, d'une défense... Ils ont tous deux souligné la violence dont fait preuve le gouvernement en mettant la jeunesse dans « une situation désespérée », avec l'utilisation de l'article 49 al. 3 imposant la loi et en proposant la discussion ensuite. Ils évoquent également la violence symbolique exercée par le déploiement des forces de l'ordre.

Pendant le mouvement uruguayen, la violence n'a, à aucun moment, été prévue comme un mode d'action, il ne s'agissait que d'une riposte. La violence à la base étant celle du Fonds monétaire international (FMI) et de la régression sociale. Comme dans tous les mouvements, les militants se sont divisés au sujet de leur violence. La branche la plus radicale de leur mouvement, condamnée par la gauche officielle s'appuyait sur la grande idée de Clausewitz selon laquelle la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Pour certains, cette radicalité aurait favorisé l'instauration de la dictature, puisque la violence des actions aurait légitimé la présence croissante des militaires.

Concernant notre mouvement, les deux témoignages insistent sur la différence d'avec le leur, une différence de fins surtout, puisque eux souhaitaient une prise du pouvoir et nous la suppression d'une loi, de plus le pouvoir en place et la situation des habitants ne sont pas les mêmes.

L'homme pense que la violence ne servirait pas notre mouvement car le pouvoir est actuellement essoufflé et celle-ci risquerait de provoquer l'unité du gouvernement, il nous conseille au contraire d'utiliser sa division. De plus, il pense que cela donnerait une mauvaise image auprès de l'opinion publique de notre mouvement, il souligne également que la violence dans un mouvement est très difficile à gérer. Cependant il insiste sur la violence dont fait preuve le gouvernement, une violence exercée sans apparence de violence, la violence du pouvoir étant, selon lui, moins bruyante que la violence du pauvre qui, elle, est mêlée de désespoir. Il conclut par la question du rapport de force nécessaire à gagner et de la nécessité de cumuler les combats pour avoir la force de son côté en précisant de faire attention à ne pas confondre force et violence.

Pour la femme, une révolte implique forcément un rapport de force, elle

pense que cette situation de rupture nécessite d'autres modes de réflexion et que si l'on se révolte, c'est que les autres moyens ont été utilisés. Elle nous conseille de ne pas nous laisser impressionner par la violence, nécessaire, même si elle est inconfortable, quand les institutions ne fonctionnent pas bien et que tout le monde ne peut s'exprimer. Elle pense que s'il ne s'agit que d'incidents matériels, cela n'est pas dramatique. Elle évoque également la question de notre droit à répondre aux attaques du gouvernement (49 al. 3, présence des CRS, etc.), mais nous conseille de faire attention de faire en sorte de toujours garder le contrôle de nos actions. Au sujet de notre condamnation ou pas de la violence en AG, elle pense que ce n'est pas à nous de la condamner car, tout d'abord, il est difficile de juger à chaud, ensuite, d'autres se chargeront suffisamment de la condamner et pour finir ce n'est que mettre davantage le doigt dessus. Elle conclut par l'idée qu'à un certain moment, la violence est la seule solution pour se protéger.

Pour conclure je me permets de donner un avis personnel sur cette dernière réflexion qui, certes, me semble vraie mais je ne pense pas que nous en soyons arrivés à ce stade où la violence devient seule issue. Libre à chacun d'y réfléchir...